



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET
DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE

CABINET DU MINISTRE

N/Réf. : 540.41/1163/C.ND/2023.

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :

SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT
Date de l'écrit 17/03/2023
N° de classement 1163
Service destinataire G02
N° classement
Répondue par

- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi, avec les assurances de ma Plus Haute Considération ;
- Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République du Burundi, avec les assurances de Ma Très Haute Considération.
- Son Excellence Monsieur le Premier Ministre de la République du Burundi, avec les assurances de Ma Très Haute Considération.

✓ A Monsieur le Secrétaire Général de l'Etat.
à
BUJUMBURA

Objet : Transmission du Projet de Loi de Règlement et Compte-Rendu Budgétaire.

Monsieur le Secrétaire Général de l'Etat,

Subsidiairement à ma correspondance n°540.41/1078/C.ND/2023 du 14/03/2023 adressée à Son Excellence Monsieur le Premier Ministre de la République du Burundi, j'ai l'honneur de vous transmettre en annexe à la présente le Projet de Loi de Règlement et Compte-Rendu Budgétaire pour l'exercice 2021-2022 après intégration des observations du Conseil des Ministres pour la suite des procédures.

Veuillez agréer, **Monsieur le Secrétaire Général de l'Etat**, l'assurance de ma très haute considération.

REPUBLIQUE DU BURUNDI
LE MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE
CABINET DU MINISTRE
Audace NIYONZIMA
MINISTRE des Finances
Jean Kiyin GAKWAYI
P.O. 16/03 2023

Bujumbura, le 21/08/2023



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secrétariat Général de l'Etat

N° 110/SGE/M/2023

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A:

Son Excellence Monsieur le Président de la République, avec les assurances de ma Plus Haute considération

Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République avec les assurances de ma Très Haute considération

A Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, avec les assurances de ma Très Haute considération

à Bujumbura

Objet: Transmission d'un projet de loi

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de Vous transmettre, en annexe à la présente, aux fins de saisir le Parlement pour adoption, le projet de loi portant règlement et compte rendu budgétaire de la République du Burundi pour l'exercice 2021/2022.

Veillez agréer, Excellence Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma Très Haute considération.

LE SECRETAIRE GENERAL DE L'ETAT,

Prosper NTAHORWAMIYE.

REPUBLIQUE DU BURUNDI
Cabinet du 1^{er} Ministre

Dossier.....
Reçu le 21/08/24 sous le N° 2179
Transmis à DCPM le 21/08/24
Répondra le..... sous le N°.....

RECEPTIONNAIRE (Secrétariat Cabinet)

Date d'arrivée: 21/08/24
Heure d'arrivée: 15h19
Heure de transmission:

Paraphes:

CPIA :

Monsieur le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET
DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE

CABINET DU MINISTRE

N/Réf. : 540.41/1078...../C.ND/2023.

TRANSMIS COPIE POUR INFORMATION A :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi,
avec les assurances de ma Plus Haute Considération ;
- Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République du Burundi,
avec les assurances de Ma Très Haute Considération.

A son Excellence Monsieur le Premier Ministre
de la République du Burundi.

à

BUJUMBURA

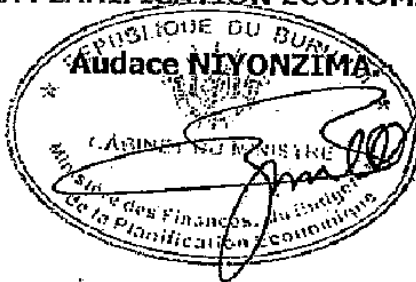
Objet : Transmission du Projet de Loi de Règlement
et Compte-Rendu Budgétaire.

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe à la présente le Projet de Loi de Règlement et
Compte-Rendu Budgétaire pour l'exercice 2021-2022 après intégration des observations du Conseil
des Ministres pour transmission à l'Assemblée Nationale et soumission à la Cour des Comptes.

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute
considération.

**LE MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET
DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE**



EXPOSE DES MOTIFS

NOTE DE PRESENTATION DE PROJET DE LOI DE REGLEMENT DU COMPTE ET COMPTE-RENDU BUDGETAIRE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI POUR L'EXERCICE 2021/2022

1. Le projet de Loi de Règlement et compte-rendu budgétaire trouve ses origines dans la Loi Organique N° 1/20 du 20 juin 2022 portant Révision de la loi No 1/35 du 4 décembre 2008 relative aux Finances Publiques en son article 69 qui stipule que « le Ministre en charge des Finances prépare et soumet au Gouvernement pour adoption le projet de Loi de Règlement et de Compte-rendu budgétaire au plus tard cinq mois après la clôture de l'exercice ».

C'est pourquoi le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique a préparé le projet de Loi de Règlement et compte-rendu budgétaire, exercice 2021/2022 qui a été analysé et adopté au Conseil des Ministres en date du 22 février 2023.

2. De plus l'article 70 de la loi Organique N° 1/20 du 20 juin 2022 portant Révision de la loi No 1/35 du 4 décembre 2008 relative aux Finances Publiques stipule que « le projet de loi de règlement et compte rendu budgétaire est soumis au parlement au plus tard dans les six mois de clôture de l'exercice ». Le présent projet de loi de règlement et compte rendu budgétaire, exercice 2021-2022 qui est soumis au Parlement et la Cour des Comptes intègre les observations du Conseil des Ministres.

Le budget a été exécuté tant en recettes qu'en dépenses conformément aux prescrits de la loi n°1/20 du 25 juin 2021 portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2021/2022.

3. Les ressources nationales et les dons prévus par la loi portant fixation du Budget Général de la République du Burundi pour l'exercice 2021-2022 et les réalisations sont répartis dans le tableau suivant :

Libellé	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisations
Ressources nationales et les dons	1 562 063 465 448	1 933 460 686 550	124%
Recettes fiscales	1 099 804 820 142	1 283 342 275 429	117%
Recettes non fiscales	112 439 181 075	200 461 159 394	178%

Dons	333 948 552 374	292 167 358 432	87%
Produits financiers	11 084 800	324 873 217	2931%
Produits exceptionnels	15 879 827 057	157 106 799 078	991%

3. Durant l'exercice 2021 -2022, le montant des réalisations des exonérations est de 102 960 359 958 BIF par rapport au budget prévu de 18 000 000 000 BIF et sont répartis comme suit :

N°	CATEGORIE	MONTANT (FBU)
1	Etat, Entreprises publiques et travaux d'intérêts publics	12 590 427 765
2	Les Produits pharmaceutiques et chimiques	11 979 071 767
3	Les Investissements privés	76 081 629 313
4	Les ONGS locales et Associations sans but lucratif	793 456 356
5	Les Organisations Internationales	1 515 774 75
	TOTAL	102 960 359 958

4. Les réalisations des exonérations en dépassement sont dues principalement par le fait qu'il est difficile de faire les prévisions des:

- avantages aux investisseurs donnés par l'API au début de l'exercice ;
- avantages accordés aux représentations diplomatiques au début de l'année ;
- marchés de constructions et de fournitures pour les services de l'Etat qui sont attribués au cours de l'exercice ;
- commandes des médicaments au cours de l'exercice difficile à évaluer;
- actions humanitaires des ONGs à faire au cours de l'année.

5. Les charges exécutées par rapport à la prévision pour l'exercice 2021-2022 sont fixées par la loi portant Fixation du Budget Général de la République du Burundi et sont reprises dans le tableau suivant :

Libellé	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisations
Charges	1 713 865 403 303	2 110 895 260 372	123 %
Dépenses courantes	1 040 230 422 561	1 470 272 988 050	141%
Dépenses en capital et prêts nets	673 634 980 742	640 622 272 322	95%

Les réalisations des charges en dépassement des dépenses courantes sont expliquées par les réalisations au-delà des prévisions sur les dépenses liées à la contribution du Burundi aux organismes internationaux (EAC y compris des arriérés, Union Africaine et autres...), aux exonérations et des dépenses du fonds routier et le Fonds de lutte contre la fraude au cours de l'exercice.

En conclusion, le Ministère en charge des Finances a prévu dans son plan d'action une multitude d'activités pour améliorer la comptabilité publique et la production des rapports comptables, on peut citer :

1. Le rapprochement bancaire quotidien ;
2. La consignation des écarts dans un tableau d'analyse pour permettre leurs résolutions ;
3. L'établissement d'un calendrier de clôture des comptes ;
4. La clôture mensuelle des comptes pour contrôler les écritures comptables et les solder au fur et à mesure de l'année ;
5. La transcription dans les comptes de l'ensemble des arriérées de l'Etat ;
6. L'établissement des balances mensuelles des comptes ;
7. La résolution des écarts entre les soldes d'ouverture et de clôture de la balance ;
8. La résolution des soldes anormaux dans la balance des comptes.

EXPOSE DES MOTIFS

NOTE DE PRESENTATION DE PROJET DE LOI DE REGLEMENT DU COMPTE ET COMPTE-RENDU BUDGETAIRE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI POUR L'EXERCICE 2021/2022

1. Le projet de Loi de Règlement et compte-rendu budgétaire trouve ses origines dans la Loi Organique N° 1/20 du 20 juin 2022 portant Révision de la loi No 1/35 du 4 décembre 2008 relative aux Finances Publiques en son article 69 qui stipule que « le Ministre en charge des Finances prépare et soumet au Gouvernement pour adoption le projet de Loi de Règlement et de Compte-rendu budgétaire au plus tard cinq mois après la clôture de l'exercice».

C'est pourquoi le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique a préparé le projet de Loi de Règlement et compte-rendu budgétaire, exercice 2021/2022 qui a été analysé et adopté au Conseil des Ministres en date du 22 février 2023.

2. De plus l'article 70 de la loi Organique N° 1/20 du 20 juin 2022 portant Révision de la loi No 1/35 du 4 décembre 2008 relative aux Finances Publiques stipule que « le projet de loi de règlement et compte rendu budgétaire est soumis au parlement au plus tard dans les six mois de clôture de l'exercice ». Le présent projet de loi de règlement et compte rendu budgétaire, exercice 2021-2022 qui est soumis au Parlement et la Cour des Comptes intègre les observations du Conseil des Ministres.

Le budget a été exécuté tant en recettes qu'en dépenses conformément aux prescrits de la loi n°1/20 du 25 juin 2021 portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2021/2022.

3. Les ressources nationales et les dons prévus par la loi portant fixation du Budget Général de la République du Burundi pour l'exercice 2021-2022 et les réalisations sont répartis dans le tableau suivant :

Libellé	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisations
Ressources nationales et les dons	1 562 063 465 448	1 933 460 686 550	124%
Recettes fiscales	1 099 804 820 142	1 283 342 275 429	117%
Recettes non fiscales	112 439 181 075	200 461 159 394	178%

Dons	333 948 552 374	292 167 358 432	87%
Produits financiers	11 084 800	324 873 217	2931%
Produits exceptionnels	15 879 827 057	157 106 799 078	991%

3. Durant l'exercice 2021 -2022, le montant des réalisations des exonérations est de 102 960 359 958 BIF par rapport au budget prévu de 18 000 000 000 BIF et sont répartis comme suit :

N°	CATEGORIE	MONTANT (FBU)
1	Etat, Entreprises publiques et travaux d'intérêts publics	12 590 427 765
2	Les Produits pharmaceutiques et chimiques	11 979 071 767
3	Les Investissements privés	76 081 629 313
4	Les ONGS locales et Associations sans but lucratif	793 456 356
5	Les Organisations Internationales	1 515 774 75
	TOTAL	102 960 359 958

4. Les réalisations des exonérations en dépassement sont dues principalement par le fait qu'il est difficile de faire les prévisions des:

- avantages aux investisseurs donnés par l'API au début de l'exercice ;
- avantages accordés aux représentations diplomatiques au début de l'année ;
- marchés de constructions et de fournitures pour les services de l'Etat qui sont attribués au cours de l'exercice ;
- commandes des médicaments au cours de l'exercice difficile à évaluer;
- actions humanitaires des ONGs à faire au cours de l'année.

5. Les charges exécutées par rapport à la prévision pour l'exercice 2021-2022 sont fixées par la loi portant Fixation du Budget Général de la République du Burundi et sont reprises dans le tableau suivant :

Libellé	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisations
Charges	1 713 865 403 303	2 110 895 260 372	123 %
Dépenses courantes	1 040 230 422 561	1 470 272 988 050	141%
Dépenses en capital et prêts nets	673 634 980 742	640 622 272 322	95%

Les réalisations des charges en dépassement des dépenses courantes sont expliquées par les réalisations au-delà des prévisions sur les dépenses liées à la contribution du Burundi aux organismes internationaux (EAC y compris des arriérés, Union Africaine et autres...), aux exonérations et des dépenses du fonds routier et le Fonds de lutte contre la fraude au cours de l'exercice.

En conclusion, le Ministère en charge des Finances a prévu dans son plan d'action une multitude d'activités pour améliorer la comptabilité publique et la production des rapports comptables, on peut citer :

1. Le rapprochement bancaire quotidien ;
2. La consignation des écarts dans un tableau d'analyse pour permettre leurs résolutions ;
3. L'établissement d'un calendrier de clôture des comptes ;
4. La clôture mensuelle des comptes pour contrôler les écritures comptables et les solder au fur et à mesure de l'année ;
5. La transcription dans les comptes de l'ensemble des arriérées de l'Etat ;
6. L'Etablissement des balances mensuelles des comptes ;
7. La résolution des écarts entre les soldes d'ouverture et de clôture de la balance ;
8. La résolution des soldes anormaux dans la balance des comptes.

PROJET DE LOI N°1/... DU ... / ... / 2023 PORTANT REGLEMENT ET COMPTE-RENDU

BUDGETAIRE POUR L'EXERCICE 2021/2022

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la loi ° 1/20 du 20 juin 2022 portant révision de la loi N° 1/35 du 4 décembre 2008 relative aux finances publiques ;

Vu la loi du 19 mars 1964 portant règlement général sur la comptabilité publique de l'Etat, telle que modifiée par le décret-loi n°1/171 du 10 décembre 1971 ;

Vu la loi n°1/20 du 25 juin 2021 portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2021/2022 ;

Le Conseil des ministres ayant délibéré ;

L'Assemblée nationale et le Sénat ayant adopté ;

PROMULGUE :

Article 1 : Les ressources réalisées du budget général de l'Etat pour l'exercice 2021/2022 s'élèvent à 1 933 402 465 550 BIF

Compte	Libellés	Prévisions 2021/2022	Réalisations 2021/2022	Exécution en %
71	Produits Fiscaux	1 099 804 820 142	1 283 342 275 429	117%
711	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	256 303 330 244	312 077 021 060	122%
7111	Personnes physiques	106 454 583 736	117 500 350 407	110%
7112	Personnes morales	149 551 429 873	194 162 376 613	130%
7113	Non ventilables	297 306 635	414 294 040	139%
712	Taxes sur les salaires et la main d'œuvre	0	67 000	
714	Impôts sur les biens et services	713 980 906 509	749 133 813 737	105%
7141	Impôts généraux sur les biens et services	409 223 952 823	448 924 244 197	110%
7142	Acçises	293 015 759 586	280 186 897 655	96%
7143	Taxes sur les services déterminés	0	3 699 327 416	
7148	Autres impôts sur les biens et services	7 103 415 725	12 715 602 614	179%
7144	Taxes sur l'utilisation de biens ou l'exercice d'activités	4 637 778 375	3 607 741 855	78%
715	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	111 520 583 389	119 169 930 794	107%
7151	Droits de douanes à l'importation	93 796 318 757	112 340 250 895	120%
7152	Taxes à l'exportation	8 072 244 141	599 726 787	7%
7153	Compensation COMESA	0	0	
7158	Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	9 652 020 491	6 229 953 112	65%
718	Autres recettes fiscales	0	1 082 880	
76	Impôts et taxes exonérés	18 000 000 000	102 960 359 958	572%
72	Produits non fiscaux	112 439 181 075	200 461 159 394	178%
721	Revenu de la propriété	45 832 948 510	64 335 043 928	140%
7211	Dividendes	33 303 218 992	46 670 700 332	140%
7212	Prélèvement sur l'excédent des quasi-sociétés		0	
7213	Loyers	12 529 729 518	17 664 343 596	141%
	Autres recettes non fiscales	66 606 232 565	136 126 115 466	204%
722	Ventes de biens et services	2 781 459 751	27 296 742 482	981%
723	Droits administratifs	43 113 188 697	97 543 029 597	226%
724	Amendes, pénalités	6 068 402 908	6 691 484 877	110%
728	Autres produits non fiscaux	14 643 181 209	4 594 858 510	31%
73	Dons	333 948 552 374	292 167 358 432	87%
732	Dons sur projet avec financement extérieur	333 948 552 374	292 167 358 432	87%
74	Produits financiers	11 084 800	324 873 217	2931%
744	Gains de change	11 084 800	324 873 217	2931%
78	Produits exceptionnels	15 859 827 057	157 106 799 078	991%
7870	AMISOM et MINUSCA	3 000 000 000	0	0%
781	Cession d'actifs immobilisés	0	308 525 000	
782	Produit de la liquidation des entreprises publiques		1 318 014 128	
785	Recettes Office Burundais des Mines et carrières	3 557 560 000	0	0%
783	Privatisation des entreprises publiques	1 053 271	0	0%
7860	Remboursement montant indûment perçu	0	21 174 207 106	
7830	Reliquat frais de mission et provision	0	845 366 829	
	Récupérations des fonds détournés et maiversations	1 213 786	0	0%
7880	Autres	9 300 000 000	133 460 686 013	1435%
	Total des Ressources	1 562 063 465 448	1 933 402 465 550	124%

Article 2 : Les montants dans le tableau de l'article 1 ne tiennent compte que des recettes réellement encaissées pour l'exercice 2021/2022. Les droits constatés en 2021/2022 et non versés constitueront des recettes des exercices où elles seront réellement encaissées conformément à l'article 10 de la loi du 19 mars 1964 portant règlement général sur la comptabilité de l'Etat telle que modifiée par le décret-loi n°1/171 du 10 décembre 1971.

Article 3 : Les dépenses du budget général de l'Etat pour l'exercice 2021/2022 s'élèvent à 2 110 895 260 372 BIF.

Comptes	Libellés	Prévisions 2021/2022	Réalisations 2021/2022	Exécution en %
	Dépenses courantes	1 040 230 422 561	1 470 272 968 050	141%
	Dépenses sur biens et services et autres transferts courants	977 584 984 397	1 207 614 614 234	124%
61	Rémunération des salariés	499 727 133 582	512 386 968 046	103%
62	Services extérieurs	45 041 648 160	60 405 070 857	134%
63	Achats	84 507 883 711	114 534 689 315	136%
666	Contributions aux organisations internationales	19 781 310 375	27 987 549 463	141%
671	Prestations sociales employeurs	131 000 000	110 918 326	85%
672	Assistance sociale	10 076 631 382	4 148 832 275	41%
673	Autres transferts courants	42 820 732 377	43 384 468 962	101%
653	Subventions aux collectivités territoriales	80 798 639	2 461 649 607	3047%
661	Allocations et subsides	191 784 064 069	274 463 818 105	143%
662	Allocations aux services ministériels	37 895 665 449	38 409 839 559	101%
664	Allocations aux entités administratives autonomes	26 376 281 209	26 360 449 761	100%
88	Imprévu	1 361 835 454	0	0%
667	Exonérations accordées	18 000 000 000	102 960 359 968	572%
64	Charges financières	62 645 438 184	244 703 370 423	391%
641	Intérêts sur emprunts extérieurs	14 575 264 755	11 740 219 423	81%
642	Intérêts sur emprunts intérieurs	47 920 173 409	229 079 406 034	478%
644	Perte de change	50 000 000	3 883 744 966	7767%
648	Autres charges financières	100 000 000	0	0%
665	Transfert aux fonds spéciaux	0	17 955 003 393	
6651	Fonds routier national	0	0	
6654	Fonds spécial de lutte contre la fraude	0	17 708 531	
6655	Fonds TVA	0	17 937 294 862	
	Dépenses en capital et prêts nets	673 634 980 742	640 622 272 322	95%
	Dépenses en capital	673 634 980 742	640 622 272 322	95%
20	Dépenses en capital sur budget national	3 458 685 524	1 842 057 250	53%
21	Immobilisations corporelles	216 233 188 018	178 350 500 715	82%
22	Stocks	19 063 070 000	0	0%
26	Titres et participations	9 842 000 000	13 921 408 750	141%
2710	Contrepartie nationale	40 827 020 928	31 232 630 739	76%
2720	Tirages sur emprunt	50 262 463 898	123 108 316 436	245%
2730	Tirage sur dons	333 948 552 374	292 167 358 432	87%
	Total des dépenses	1 713 865 403 303	2 110 895 260 372	123%

Article 4 : Par rapport à la loi n° 1/20 du 25 juin 2021 portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2021/2022, certains crédits alloués à certaines catégories de dépenses par grande masse ont été modifiés suite aux virements internes opérés au cours de l'exécution du budget, comme c'est autorisé par l'article 57 de la même loi.

Article 5 : L'équilibre du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2021/2022 consolidé a été exécuté comme suit :

Comptes	LIBELLE	Prévisions 2021/2022	Réalisations 2021/2022	Exécution en %
	I. Recettes courantes	1 212 244 001 217	1 483 803 434 823	122%
71	Produits Fiscaux	1 099 804 820 142	1 283 342 275 429	117%
711	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	256 303 330 244	312 077 021 060	122%
712	Taxe sur les salaires et la main d'œuvre	0	67 000	
714	Impôts intérieurs sur les biens et services	713 980 906 509	749 133 813 737	105%
715	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	111 520 583 389	119 169 930 794	107%
718	Autres recettes fiscales	0	1 082 880	
76	Impôts et taxes exonérés	18 000 000 000	102 960 359 958	572%
72	Produits non fiscaux	112 439 181 075	200 461 159 394	178%
721	Revenu de la propriété	45 832 946 510	64 335 043 928	140%
722	Ventes de biens et services	2 781 459 751	27 296 742 482	981%
723	Droits administratifs	43 113 188 897	97 543 029 597	226%
724	Amendes et pénalités	6 068 402 908	6 691 484 877	110%
728	Autres produits non fiscaux	14 643 181 209	4 594 858 510	31%
73	II. Dons	333 948 552 374	292 167 358 432	87%
732	Dons sur projet avec financement extérieur	333 948 552 374	292 167 358 432	87%
74	III. Produits Financiers	11 084 800	324 873 217	2931%
744	Gains de changes	11 084 800	324 873 217	2931%
78	IV. Produits exceptionnels	15 859 827 057	157 106 799 078	991%
7870	AMISOM et MINUSCA	3 000 000 000	0	0%
781	Cession d'actifs immobilisés	0	308 525 000	
782	Produit de la liquidation des entreprises publiques		1 318 014 128	
	Recettes Office Burundais des Mines et carrières	3 557 560 000	0	0%
	Privatisation des entreprises publiques	1 053 271	0	0%
7860	Remboursement montant indûment perçu	0	21 174 207 108	
7850	Reliquat frais de mission et provision	0	845 366 829	
	Remboursement des acquéreurs des parcelles du site KINYINYA-RUHOGO	0	0	
	Récupérations des fonds détournés et malversations	1 213 786	0	0%
7880	Autres	9 300 000 000	133 460 686 013	1435%
	Total des Ressources	1 562 063 465 448	1 933 402 465 550	124%
	V. Dépenses courantes	1 040 230 422 561	1 470 272 988 050	141%
	Dépenses sur biens et services et autres transferts courants	977 584 984 397	1 207 614 614 234	124%
61	Rémunération des salariés	499 727 133 582	512 386 968 046	103%
62	Services extérieurs	45 041 648 160	60 405 070 857	134%
63	Achats	84 507 883 711	114 534 689 315	136%

666	Contributions aux organisations internationales	19 781 310 375	27 987 549 463	141%
671	Prestations sociales employeur	131 000 000	110 918 326	85%
672	Assistance sociale	10 476 631 382	4 148 832 275	41%
673	Autres transferts courants	42 820 732 377	43 384 468 962	101%
653	Subventions aux collectivités territoriales	80 798 639	2 461 649 607	3047%
661	Allocations et subsides	191 784 064 059	274 463 818 105	143%
662	Allocations aux services ministériels	37 895 685 449	38 409 839 559	101%
664	Allocations aux entités administratives autonomes	26 376 281 209	26 360 449 761	100%
88	Imprévus	1 361 835 454	0	0%
667	Exonérations	18 000 000 000	102 960 359 958	572%
64	Charges financières	62 645 438 164	244 703 370 423	391%
641	Intérêts sur emprunts extérieurs	14 575 264 755	11 740 219 423	81%
642	Intérêts sur emprunts intérieurs	47 920 173 409	229 079 406 034	478%
644	Perte de change	50 000 000	3 883 744 966	7767%
648	Autres charges financières	100 000 000	0	0%
665	Transferts aux fonds spéciaux	0	17 955 003 393	
6651	Fonds Routier National	0	0	
6654	Fonds spécial de lutte contre la fraude	0	17 708 531	
6655	Fonds TVA	0	17 937 294 862	
	VI. SOLDE COURANT HORS DONNS (I-V)	172 013 578 656	13 530 446 773	8%
	VII. Solde courant y compris dons (I+II+III+IV-V)	521 833 042 887	463 129 477 500	89%
	VIII. Dépenses en capital et prêts nets	673 634 980 742	640 622 272 322	95%
	Dépenses en capital	673 634 980 742	640 622 272 322	95%
	IX. DEFICIT GLOBAL AVEC DONNS (VI-VIII)	-151 801 937 855	-177 492 794 822	117%
	X. DEFICIT GLOBAL HORS DONNS (VI-VII)	-501 621 402 086	-627 091 825 549	125%
	XI. ARRIERES	0	133 385 366 197	
	XII. DEFICIT (BASE CAISSE) (IX-XI)	-151 801 937 855	-310 878 161 019	205%
	XIII. FINANCEMENT	151 801 937 855	310 878 161 019	205%
	Financement extérieur net	13 505 811 637	87 804 981 265	650%
	Tirages sur dette directe	50 262 463 898	123 108 316 436	245%
	Remboursement dette directe	36 756 652 261	-35 303 335 171	-96%
	Financement intérieur net	138 296 126 218	223 073 179 754	161%
	Financement bancaire	108 015 758 046	52 318 665 463	48%
	Bon et Obligation du trésor	0	586 078 674 339	
	Remboursement dette intérieure	-16 719 631 828	-498 403 877 264	2981%
	Financement non bancaire	47 000 000 000	83 079 717 216	177%
	XIV. BESOIN DE FINANCEMENT (XII-XIII)	0	0	

Article 6 : Conformément au concept du budget unifié, aux règles et principes de l'unité budgétaire, de l'annualité et de l'universalité de la trésorerie de l'Etat, le budget général de l'Etat en recettes et dons, en dépenses courantes, en dépenses en capital et prêts nets, ainsi qu'en financement a été exécuté par le ministre des finances, du budget et de la planification économique, ordonnateur unique de l'ensemble des dépenses de l'Etat. Le directeur de la comptabilité publique et du trésor est comptable principal de l'Etat. Dans ce cadre, il a commissionné les comptables publics et spécialisés.

Article 7 : Les ressources en dons et prêts extérieurs sont budgétisées, nomenclaturées et codifiées comme recettes du budget général de l'Etat. Toutes les dépenses, courantes et en capital, imputables sur ces mêmes ressources sont totalement budgétisées, nomenclaturées et codifiées comme dépenses du budget général de l'Etat.

Article 8 : La reddition des comptes inclut les ressources et dépenses des fonds, à savoir le fonds TVA et le fonds lutte contre la fraude. Au cours de l'exercice 2021/2022, les mouvements sur ces fonds se présentent comme suit :

Compte	Libellé	Recettes	Dépenses
6655	Fonds TVA	17 937 294 862	17 937 294 862
6654	Fonds Lutte contre la Fraude	17 708 531	17 708 531
	Total	17 955 003 393	17 955 003 393

Article 9 : Dans le cadre de la disponibilisation et liquidation des financements et fonds extérieurs budgétisés suivant les conventions signées entre les bailleurs de fonds et le Gouvernement du Burundi, des tirages d'un montant total de **123 108 316 436 BIF** ont été effectués en 2021/2022 pour la dette directe et de **292 167 358 432 BIF** pour les dons en capital.

Article 10 : Conformément aux règles figurant dans les clauses de financement et accords de crédit, des tirages sur prêts extérieurs directs ou rétrocédés préalablement visés par le département de la dette et correspondant à des dépenses budgétisées dans la loi n°1/20 du 25 juin 2021 portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2021/2022, pour les décaissements de l'exercice 2021/2022, ont été effectués pour un montant total de **123 108 316 436 BIF** au taux moyen de décaissement. La liste des créanciers est la suivante :

N°	Créanciers	Montant
1	BADEA (Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique)	27 457 670 637
2	EBI (Exim Bank of India)	31 730 349 051
3	FDS KOWEIT (Fonds KOWEIT)	113 902 691
4	BEI (Banque Européenne pour l'Investissement)	29 013 457 900
5	OFID (Fond de l'OPEP pour le Développement International)	34 792 936 157
	Total	123 108 316 436

Article 11 : Le montant total de la dette extérieure du Burundi s'élève à 1 019 709 507 976 BIF au 30/06/2022 et se répartit comme suit :

Compte	Libellé	En cours au 30/06/2021	Tirages	Remboursement	En cours au 30/06/2022
17	Emprunt au titre de la dette extérieure	920 930 222 588	123 108 316 436	35 303 335 171	1 008 735 203 853
25	Prêts et autres créances à plus d'un an.	10 974 304 123	0	0	10 974 304 123
	Total	931 904 526 711	123 108 316 436	35303335171	1 019 709 507 976

Article 12 : Les dividendes reçus des entreprises où l'Etat détient des actions pour l'exercice 2021/2022 s'élèvent à 46 670 700 332 BIF sur un montant de 33 303 218 992 BIF budgétisés. Le détail est le suivant:

N°	ENTREPRISES	MONTANT
1	BBCI	104 508 031
2	BCB	847 555 230
3	BNDE	260 090 589
4	BRARUDI	41 935 277 340
5	CAMEBU	119 908 699
6	BHB	861 698 863
7	RPP	197 219 816
8	SOSUMO	779 487 644
9	INSURANCE AGENCY	119 111 969
10	OTB	1 370 842 151
11	REGIDESO	75000000
	TOTAL	46 670 700 332

Article 13 : Le montant total de la dette intérieure de l'Etat au 30 juin 2022 s'élève à 2 796 742 507 026 BIF et se répartit comme suit:

Compte	Libellé	Endettement cumulé au 30/06/2021	Endettement 2021/2022	Remboursement au cours de l'exercice 2021/2022	Endettement cumulé au 30/06/2022
1611	Avances consolidées	494 209 344 363	216 009 178 756	19 549 473 348	690 669 049 771
1612	Crédit spécial	26 455 334 126	0	26 455 334 126	0
162	Bons du trésor	219 444 960 000	257 200 000 000	288 660 777 084	187 984 182 916
163	Obligations du Trésor	1 750 048 300 000	328 878 674 339	160 837 700 000	1 918 089 274 339
	Total	2 490 157 938 489	802 087 853 095	495 503 284 558	2 796 742 507 026

Article 14 : Le ministre des finances, du budget et de la planification économique, ordonnateur national, ainsi que le directeur de la comptabilité publique et du trésor, comptable principal de l'Etat, reçoivent quitus pour l'exécution de la loi n°1/20 du 25 juin 2021 portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2021/2022.

Fait à Gitega, le.../.../2023

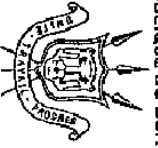
Evariste NDAYISHIMIYE

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
VU ET SCELLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE,
LE MINISTRE DE LA JUSTICE,

Domine BANYANKIMBONA.

ANNEXE I :

VENTILATION DES RECETTES



BALANCE CUMULEE DES COMPTES : EXERCICE 2021/2022

Depuis 01/07/2021 Jusqu'au 30/06/2022
Compte début : 7
Compte fin : 7880006

Compte Intitulé	Balance d'entrée		Mouvements période		Soldes	
	Débit	Credit	Debit	Credit	Debit	Credit
7 COMPTES DE PRODUITS	0	0	0	1 933 402 465 550	0	1 933 402 465 550
71 PRODUITS FISCAUX	0	0	0	1 180 381 915 471	0	1 180 381 915 471
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	0	0	0	312 077 021 060	0	312 077 021 060
7111 Impôts sur le revenu des personnes physiques	0	0	0	117 500 350 407	0	117 500 350 407
7111100 Impôt sur le revenu des personnes physiques	0	0	0	4 544 382 429	0	4 544 382 429
7111200 Impôt professionnel sur les rémunérations	0	0	0	83 388 149 429	0	83 388 149 429
7111400 Prélèvement forfaitaire	0	0	0	15 783 118 696	0	15 783 118 696
7111500 Taxes forfaitaire	0	0	0	350 406 742	0	350 406 742
7111700 Impôts sur les revenus locaux	0	0	0	10 753 365 247	0	10 753 365 247
7111800 Autres impôts	0	0	0	2 670 721 681	0	2 670 721 681
7111900 Remboursements et dégrèvements	0	0	0	226 183	0	226 183
7112 Impôts sur les personnes morales	0	0	0	194 162 376 613	0	194 162 376 613
7112100 Impôt sur le revenu des sociétés	0	0	0	140 321 259 173	0	140 321 259 173
7112300 Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	0	0	0	15 271 422 620	0	15 271 422 620
7112400 Prélèvement forfaitaire	0	0	0	226 000	0	226 000
7112800 Autres (exercices antérieurs)	0	0	0	14 640 840 645	0	14 640 840 645
7112900 Remboursements et dégrèvements	0	0	0	8 895 828 713	0	8 895 828 713
7112B10 Autres redevances à la source	0	0	0	17 232 799 482	0	17 232 799 482
7113 Non ventilables	0	0	0	614 294 040	0	614 294 040
7113100 Majorations de retard	0	0	0	414 294 040	0	414 294 040
712 Taxes sur les salaires et la main-d'œuvre	0	0	0	67 000	0	67 000
712000 Taxes sur les salaires et la main-d'œuvre	0	0	0	67 000	0	67 000
714 Impôts sur les biens et services	0	0	0	749 133 813 737	0	749 133 813 737

Compte Intitulé	Balance d'entrée		Mouvements période		Soldes	
	Débit	Credit	Débit	Credit	Débit	Credit
7144	Impôts généraux sur les biens et services	0	0	448 924 244 197	0	448 924 244 197
7141100	Taxe de transaction - TVA à l'importation	0	0	283 131 225 858	0	283 131 225 858
7141200	TVA intraléon	0	0	165 793 008 338	0	165 793 008 338
7141800	Autres	0	0	10 000	0	10 000
7142	Accises	0	0	280 185 897 655	0	280 185 897 655
7142100	Taxe de consommation sur le tabac	0	0	3 648 396 071	0	3 648 396 071
7142200	Taxe de consommation sur la bière	0	0	120 303 838 134	0	120 303 838 134
7142300	Taxe de consommation sur le sucre	0	0	9 827 088 120	0	9 827 088 120
7142500	Taxe sur les abonnements de télédiffusion	0	0	988 334 484	0	988 334 484
7142800	Taxe de consommation sur le carburant	0	0	80 439 141 964	0	80 439 141 964
7142700	Taxe de consommation sur les véhicules	0	0	5 570 670 181	0	5 570 670 181
7142900	Taxes de consommation sur les télécommunications	0	0	42 724 889 404	0	42 724 889 404
7142900	Taxe de consommation sur les vins et spiritueux	0	0	110 724 062	0	110 724 062
7142920	Taxe anti-pollution véhicules usagés	0	0	8 283 183 103	0	8 283 183 103
7142921	Taxe anti-pollution matériels plastiques	0	0	975 084 107	0	975 084 107
7142922	Taxe additionnelle anti-pollution des véhicules usagés	0	0	2 543 737 449	0	2 543 737 449
7142930	Taxe additionnelle sur les tissus	0	0	2 425 961 922	0	2 425 961 922
7142940	Suraxe additionnelle sur les tissus	0	0	2 026 832 750	0	2 026 832 750
7142950	Taxe sur les tôles ondulées	0	0	319 017 914	0	319 017 914
7143	Taxes sur des services déterminés	0	0	3 699 327 416	0	3 699 327 416
7143100	Taxe de terminalisation d'appels des communications internationales	0	0	3 699 327 416	0	3 699 327 416
7144	Taxes sur l'utilisation de biens ou l'exercice d'activités	0	0	3 607 741 955	0	3 607 741 955
7144110	Permis de conduire	0	0	12 005 000	0	12 005 000
7144180	Vignettes fiscales (RN)	0	0	59 657 284	0	59 657 284
7144181	Autres (dont renouvellement plaques)	0	0	2 878 074 445	0	2 878 074 445
71442	Autres taxes	0	0	659 005 126	0	659 005 126
7144210	Permis de pêche	0	0	10 000	0	10 000
7144230	Permis de coupe de bois	0	0	26 769 173	0	26 769 173
7144240	Taxe d'épave des aéronefs	0	0	206 000	0	206 000
7144250	Permis de travail	0	0	86 834 703	0	86 834 703
7144280	Autres	0	0	545 185 250	0	545 185 250
7148	Autres impôts sur les biens et services	0	0	12 715 602 614	0	12 715 602 614
7148000	Autres impôts sur les biens et services	0	0	10 755 368 020	0	10 755 368 020
7148200	Caution 30% du montant contesté	0	0	1 960 219 594	0	1 960 219 594

Compte	Induit	Balance d'entrée		Mouvements période		Soldes		
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débiteur	Créditeur	
715	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	0	0	0	0	119 688 530 794	0	119 688 530 794
7151	Droits de douane à l'importation	0	0	0	0	112 340 250 895	0	112 340 250 895
7151100	Droits de douane principaux	0	0	0	0	91 075 162 838	0	91 075 162 838
7151200	Taxe sur les carburants (dont part allouée au FRN)	0	0	0	0	19 009 782 982	0	19 009 782 982
7151201	Taxe sur carburant(Fonds Stock Stratégique)	0	0	0	0	8 230 338 973	0	8 230 338 973
7151300	Taxe forfaitaire sur les colis postaux	0	0	0	0	27 966 702	0	27 966 702
7152	Taxes à l'exportation	0	0	0	0	599 726 787	0	599 726 787
7152100	Droits de sortie sur produits végétaux	0	0	0	0	54 362 500	0	54 362 500
7152200	Droits de sortie sur les peaux	0	0	0	0	46 755 489	0	46 755 489
7152300	Droits de sortie autres produits animaux	0	0	0	0	280 226 346	0	280 226 346
7152400	Droits de sortie sur l'or	0	0	0	0	73 793 530	0	73 793 530
7152800	Autres	0	0	0	0	164 588 922	0	164 588 922
7158	Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	0	0	0	0	8 229 953 112	0	8 229 953 112
7158100	Amendes douanières et produits de confiscation sur droits d'entrée	0	0	0	0	773 343 922	0	773 343 922
7158300	Recettes des antipôts (droits de magasin)	0	0	0	0	105 464 574	0	105 464 574
7158400	Taxe de passage rouie (affranchi au FRN)	0	0	0	0	3 303 790 721	0	3 303 790 721
7158500	Produits de la vente des marchandises	0	0	0	0	2 027 700	0	2 027 700
7158600	Taxe de circulation frontalière	0	0	0	0	512 899 989	0	512 899 989
7158800	Autres	0	0	0	0	1 692 436 326	0	1 692 436 326
718	Autres recettes fiscales	0	0	0	0	1 082 880	0	1 082 880
7182000	Amendes & pénalités non rattachées à un impôt	0	0	0	0	1 082 880	0	1 082 880
72	PRODUITS NON FISCAUX	0	0	0	0	200 461 159 394	0	200 461 159 394
721	Revenus de la propriété	0	0	0	0	64 335 043 928	0	64 335 043 928
7211	Dividendes	0	0	0	0	46 670 700 332	0	46 670 700 332
7211200	Dividendes autres entreprises financières	0	0	0	0	1 498 784 675	0	1 498 784 675
7211300	Dividendes entreprises non financières	0	0	0	0	45 171 915 657	0	45 171 915 657
7213	Loyers	0	0	0	0	17 664 343 596	0	17 664 343 596
7213100	Locations terrains	0	0	0	0	8 661 382	0	8 661 382
7213200	Revenu et redevances des carrières	0	0	0	0	4 380 002 658	0	4 380 002 658
7213300	Redevances domaniales	0	0	0	0	13 275 585 146	0	13 275 585 146
7213400	Redevance de la direction du patrimoine	0	0	0	0	94 400	0	94 400
722	Ventes de biens et services	0	0	0	0	27 290 742 482	0	27 290 742 482
7221000	Location d'immeubles	0	0	0	0	45 098 884	0	45 098 884

Compte Initial	Balance d'entrée		Mouvements période		Soldes	
	Débit	Credit	Débit	Credit	Débiteur	Crediteur
7222000	Ventes de matériels et meubles réformés	0	0	4 628 512 940	0	4 628 512 940
7223000	Ventes d'imprimés et de documentation	0	0	5 976 658 716	0	5 976 658 716
7224000	Vente du Bulletin Officiel du Burundi	0	0	10 000	0	10 000
7225000	Préstations des services de santé	0	0	16 642 131 367	0	16 642 131 367
7226000	Préstations des services vétérinaires	0	0	852 200	0	852 200
7227000	Vente des semences	0	0	3 578 375	0	3 578 375
723	Droits administratifs	0	0	97 543 029 597	0	97 543 029 597
7231	Droits de visas, passeports et séjours	0	0	46 231 896 047	0	46 231 896 047
7231100	Passeports & visas de voyageurs	0	0	11 619 441 666	0	11 619 441 666
7231200	Visas & passeports par les ambassades	0	0	939 652 855	0	939 652 855
7231300	Visas & formalisations des étrangers	0	0	3 472 881 833	0	3 472 881 833
7231400	Autres droit renouvellement passeports	0	0	19 643	0	19 643
7232	Droits et permis sur l'exercice d'activités	0	0	8 900 305 322	0	8 900 305 322
7232100	Taxe de patentes	0	0	1 078 865 899	0	1 078 865 899
7232200	Vérification des poids et mesures	0	0	112 158 964	0	112 158 964
7232300	Permis de sortie des bateaux certifiés de navigabilité	0	0	310 404 524	0	310 404 524
7232400	Contrôle technique des véhicules	0	0	57 175 042	0	57 175 042
7232500	Auditionation de transport	0	0	52 448 263	0	52 448 263
7232600	Licence pour débit de boissons	0	0	273 741 682	0	273 741 682
7232700	Ouverture ou renouvellement des pharmacies et des infirmiers	0	0	3 921 503 483	0	3 921 503 483
7232800	Autres	0	0	1 228 766 396	0	1 228 766 396
7233	Divers droits et redevances	0	0	72 410 728 228	0	72 410 728 228
7233100	Débit et publication d'une marque	0	0	149 801 135	0	149 801 135
7233200	Droits de contentieux (justice)	0	0	532 889 460	0	532 889 460
7233300	Précise-verbaux d'accidents de la route	0	0	277 607 369	0	277 607 369
7233400	Droits sur services rendus	0	0	3 700 618 086	0	3 700 618 086
7233500	Redevance informelle (fonds spécial Douanes)	0	0	858 974 948	0	858 974 948
7233600	Taxes de sureté	0	0	19 298 206 916	0	19 298 206 916
7233800	Redevance administrative (fonds spécial Douanes)	0	0	8 311 435 851	0	8 311 435 851
7233810	Redevance sur les télécommunications	0	0	21 743 907 455	0	21 743 907 455
7233820	Redevance de passage du pont bascule	0	0	53 493 432	0	53 493 432
7233830	Redevance des parking des camions	0	0	42 916 000	0	42 916 000
7233840	Contribution annuelle des sociétés des assurances	0	0	578 987 736	0	578 987 736
7233840	Redevance annuelle routière	0	0	16 457 204 338	0	16 457 204 338

Compte	Initiale	Balance d'entrée		Mouvements période		Soldes		
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débiteur	Crédit	
7233850	Contributions spéciales des institutions financières	0	0	0	0	404 898 372	0	404 898 372
724	Amendes et pénalités	0	0	0	0	6 691 484 877	0	6 691 484 877
7241000	Infractons a la réglementation routière	0	0	0	0	5 117 870 894	0	5 117 870 894
7242000	Infractons à la réglementation commerciale	0	0	0	0	305 483 981	0	305 483 981
7243000	Amendes judiciaires	0	0	0	0	170 638 885	0	170 638 885
7249000	Autres	0	0	0	0	1 097 491 117	0	1 097 491 117
728	Autres produits non fiscaux	0	0	0	0	4 594 858 510	0	4 594 858 510
7280000	Autres produits non fiscaux	0	0	0	0	4 594 858 510	0	4 594 858 510
73	DONS	0	0	0	0	292 167 358 432	0	292 167 358 432
732	Dons sur projets avec financements extérieurs (2)	0	0	0	0	292 167 358 432	0	292 167 358 432
7321	Dons reçus des administrations publiques	0	0	0	0	95 291 782 707	0	95 291 782 707
7321200	Chine	0	0	0	0	29 218 733 796	0	29 218 733 796
7321300	BELGIQUE	0	0	0	0	23 373 388 988	0	23 373 388 988
7321600	Pays bas	0	0	0	0	20 451 713 615	0	20 451 713 615
7321700	Japon	0	0	0	0	16 584 735 650	0	16 584 735 650
7321800	Autres	0	0	0	0	5 665 212 738	0	5 665 212 738
7322	Dons reçus des organisations internationales	0	0	0	0	196 875 575 725	0	196 875 575 725
7322100	IDA-BM	0	0	0	0	58 433 467 470	0	58 433 467 470
7322300	ONUDI	0	0	0	0	12 631 998 106	0	12 631 998 106
7322400	FIDA	0	0	0	0	35 069 080 482	0	35 069 080 482
7322500	UNION EUROPEENNE	0	0	0	0	18 311 119 284	0	18 311 119 284
7322600	BAD	0	0	0	0	32 138 407 109	0	32 138 407 109
7322700	BIRO-BM	0	0	0	0	25 833 014 874	0	25 833 014 874
7322800	Autres	0	0	0	0	14 467 488 300	0	14 467 488 300
74	PRODUITS FINANCIERS	0	0	0	0	324 873 217	0	324 873 217
744	Gains de change	0	0	0	0	324 873 217	0	324 873 217
7440000	Gains de change	0	0	0	0	324 873 217	0	324 873 217
76	IMPOTS & TAXES EXONERES	0	0	0	0	102 960 359 958	0	102 960 359 958
765	Impôts sur le commerce extérieur exonéré	0	0	0	0	102 960 359 958	0	102 960 359 958
7651100	Droits de douane pécuniaux	0	0	0	0	102 960 359 958	0	102 960 359 958
78	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0	0	0	157 106 799 078	0	157 106 799 078
781	Cessions d'actifs Immobilisés	0	0	0	0	308 525 000	0	308 525 000
7812000	Cession de véhicules	0	0	0	0	308 525 000	0	308 525 000
7820000	Produit de la liquidation des entreprises publiques	0	0	0	0	1 318 014 128	0	1 318 014 128

Compte	Initiale	Balance d'entree		Mouvements periode		Soldes	
		Debit	Credit	Debit	Credit	Debiteur	Crediteur
7850000	Ralliatat frais de mission et provision	0	0	0	0	0	845 366 829
7860000	Remboursement montant indument perçu	0	0	0	0	0	21 174 207 108
7880000	Autres	0	0	0	0	0	133 460 686 013
Total		0	0	0	0	1 933 402 465 550	1 933 402 465 550